



# La folle rumeur de la fin des maternelles

**ÉDUCATION** Une mauvaise interprétation du projet de loi Blanquer, en cours d'examen au Parlement, circule. Des parents ont retiré leurs enfants de l'école, en signe de protestation.

PAR CHRISTEL BRIGAUDEAU

**SANDRA DEPARNAY** en est convaincue. Dans un avenir proche, pense-t-elle, « nos écoles maternelles vont être transformées en jardins d'enfants ». C'est l'une des raisons, parmi d'autres (*lire ci-dessous*) pour lesquelles ses trois filles et fils scolarisés au primaire sont restés à la maison, hier.

Chez elle à Hirson (Aisne), de très nombreux parents ont participé comme elle à cette journée école morte. Dans cette commune de 9 000 habitants toute proche de la frontière belge, 95 % des écoliers de maternelle étaient absents. Ils étaient 85 % en élémentaire, selon le décompte de la mairie. Le mouvement pourrait être reconduit aujourd'hui, voire « toute la semaine », assure Sandra.

## À LA SORTIE DES ÉCOLES ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

L'idée selon laquelle l'existence des écoles maternelles serait menacée par le projet de loi sur « l'école de la confiance », qui doit être examinée en mai par le Sénat, est tout simplement fautive. Le ministère de l'Éducation nationale le confirme, tout comme le principal syndicat des enseignants des écoles, le Snuipp, qui pourtant combat pied à pied le texte. « On voit circuler des tracts non signés avec des choses fausses dessus. Mais il n'y a pas d'ambiguïté sur les mater-

nelles », ajoute Rodrigo Arenas, le président de la fédération de parents FCPE (classée à gauche), également très remonté, par ailleurs, contre la loi Blanquer.

Alors d'où vient la rumeur ? D'une lecture à contresens de la loi, et précisément de son amendement AC156 rectifié. Celui-ci prévoit que pour les deux années scolaires à venir, jusqu'en 2021, les 3-6 ans puissent être accueillis « par dérogation » dans un jardin d'enfants. L'objectif est précisé dans l'exposé des motifs du texte : donner aux 315 jardins d'enfants implantés principalement en Alsace, à la Réunion et à Paris, le temps de s'adapter à l'abaisse-

ment de l'âge de la scolarité obligatoire de 6 à 3 ans, qui de fait verra fondre leurs effectifs au profit des maternelles.

Et pourtant la rumeur galope. A la sortie de certaines écoles et sur les réseaux sociaux ont fleuri ces derniers jours des tracts non signés, qui mélangent allègrement de vrais arguments avec de parfaites contre-vérités. « La loi de la confiance, c'est la fin de l'école primaire », assène l'un d'eux, en citant entre autres motifs le « remplacement des écoles maternelles par des jardins d'enfants ». Le syndicat Fne-FO, dans un communiqué daté du 19 février disponible sur Internet, évoque clairement « un amendement qui programme la disparition de l'école maternelle de la République ».

A Hirson, la mère d'élèves Sandra Deparnay assure aussi avoir eu confirmation de la menace pas plus tard qu'hier lors d'une réunion avec les élus locaux. « Demandez-leur », dit-elle. Interrogé, le maire (PS) de la ville, Jean-Jacques Thomas, pense en effet que « les haltes-garderies pourront remplacer les écoles maternelles ».

Le député (PS) de la circonscription Jean-Louis Bricout admet que le projet « n'est pas complètement dans la loi ». Mais il instaurerait, selon lui, « une concurrence » entre jardins d'enfants et maternelles. « Il faut dire que tout arrive sans crier gare, se justifie le parlementaire. Je ne pense pas que ce soit la volonté du gouvernement (NDLR : de supprimer les maternelles), mais il n'y a pas eu de concertation autour de cette loi... Je comprends qu'il y ait des dérives sur l'interprétation. »

**IL N'Y A PAS EU DE CONCERTATION... JE COMPRENDS QU'IL Y AIT DES DÉRIVES SUR L'INTERPRÉTATION.**  
JEAN-LOUIS BRICOUT, DÉPUTÉ PS DE L'AINSE

**ON VOIT CIRCULER**

## DES TRACTS NON SIGNÉS AVEC DES CHOSSES FAUSSES DESSUS

RODRIGO ARENAS, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE PARENTS FCPE



LES ÉC:IOS D'HIRSON

A Hirson (Aisne), le mouvement « écoles mortes » a été très suivi, avec 95% des écoliers de maternelle et 85% des élèves en élémentaire qui sont restés chez eux hier.